



L'entité politique du Cameroun est née du protectorat signé en juillet 1884 entre le gouvernement allemand et les chefs traditionnels douala. Après la première guerre mondiale, le Cameroun a été placé sous protectorat franco-britannique. Le Southern Cameroon sous tutelle britannique, correspondant aujourd'hui aux régions du Nord-

Ouest et du Sud-Ouest, a accédé aux indépendances le 1<sup>er</sup> octobre 1961. Suite aux accords de Fomaban négociés en juillet 1961, l'état fédéral du Cameroun naît en octobre 1961. En mai 1972, le processus d'unification aboutit à la création de la République Unie du Cameroun. Ce processus s'achève en 1984 et l'État devient la République du Cameroun. Entre octobre et novembre 2016, des contestations corporatistes

se sont transformées en revendications politiques dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest. La crise socio-politique qui en résulte a des conséquences sur les populations civiles du fait de la fermeture des écoles, des villes mortes, de la baisse des activités économiques, et des violences armées entraînant de nombreux déplacements de populations (réfugiés au Nigéria et personnes déplacées internes).

## 30 novembre 2017

**Déclaration du Président :** Le Président Biya annonce son intention de pourchasser « les terroristes ». La déclaration sera suivie par le déploiement des forces de défense dans la région du Sud-Ouest notamment dans le département de la Manyu.

## 29 janvier 2018

**Arrestation des leaders :** Le gouvernement du Cameroun annonce la détention de 47 présumés sécessionnistes arrêtés au Nigéria et remis à la justice camerounaise.

## 11 et 24 février 2018

**Enlèvements des fonctionnaires :** Le Sous-préfet de l'arrondissement de Batibo (Momo, Nord-Ouest) est enlevé le 11 février 2017. Le 24 février 2018, le Délégué régional des affaires sociales de la région du Nord-Ouest est enlevé dans le même arrondissement.

## mars 2018

La conduite d'une **évaluation multisectorielle des besoins** dans les départements de la Manyu et de la Meme priorise les secteurs Protection, NFI/ Abris et WASH pour fournir une assistance d'urgence pour les 150 000 PDI estimées dans le Sud-Ouest.

## 28 mai 2018

**Lancement du plan de réponse d'urgence de la communauté humanitaire** pour un montant de 15,2 millions USD couvrant une période initiale de 3 mois.

## 18 juin 2018

**Lancement du plan d'assistance du gouvernement du Cameroun** d'une demande financière de 22,5 millions USD pour mettre en œuvre des interventions d'urgence et de relèvement précoce sur une période de 18 mois.

## 8 novembre 2017

**Premières attaques contre les forces de sécurité :** L'assassinat de trois gendarmes est revendiqué par les sécessionnistes. Le déploiement des forces de défense est observé et un couvre-feu est instauré au Nord-Ouest.

## 1<sup>er</sup> octobre 2017

**Proclamation unilatérale de l'indépendance de « l'Ambazonie » :** La répression par les forces de maintien de l'ordre cause la mort d'au moins sept personnes dans les deux régions. A la suite, de nombreux Camerounais fuient vers le Nigéria.

## 22 septembre 2017

**Manifestions** en prélude de la Proclamation unilatérale de l'indépendance. Les évêques catholiques ont dénoncé « l'usage irresponsable de la force contre les manifestants ».

## 23 janvier 2017

Le décret de création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est promulgué.

## 17 janvier 2017

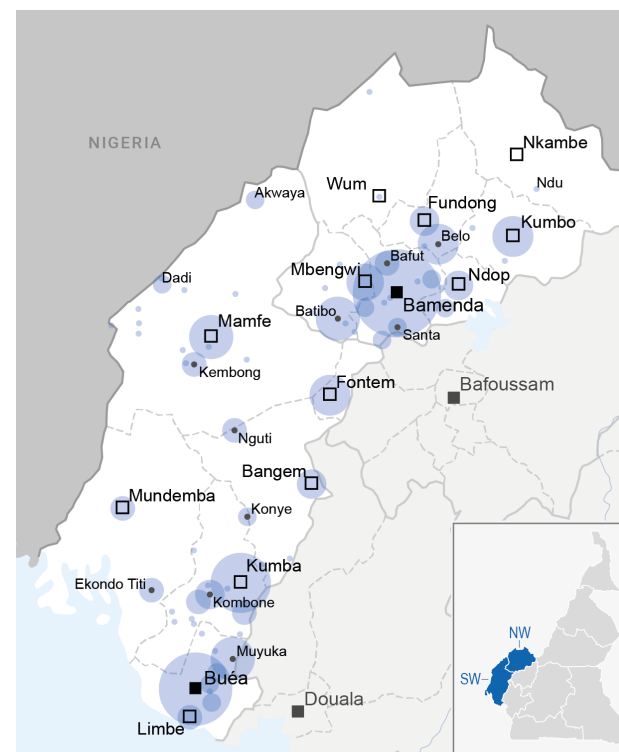
**Début des villes mortes :** Le mot d'ordre des villes mortes est suivi dans les deux régions y compris en zone rurale. Des jeunes ont dressé des barricades avant d'être dispersés par la police et la gendarmerie. Le gouvernement ordonne la coupure d'internet dans lesdites régions.

## 25 novembre 2016

Une **première mission de dialogue** a été menée à Bamenda par un Comité interministériel ad hoc conduite par le Premier ministre.

## 21 novembre 2016

**Début de la crise :** Les enseignants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest lancent une grève illimitée suivie par celle des avocats. A l'occasion, le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium et le Southern Cameroon National Council réclament le fédéralisme voire la sécession du Southern Cameroon.

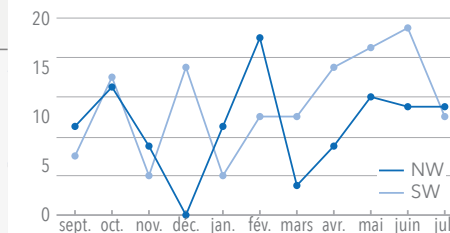


**306 000 pers. déplacées internes**  
Nord-Ouest : 60 000<sup>1</sup> | Sud-Ouest : 246 000<sup>2</sup>

**21 291 demandeurs d'asile<sup>3</sup>**  
au Nigéria en provenance du Cameroun au 31/07/2018 dont plus de 80% d'enfants et de femmes

**224 incidents de sécurité<sup>4</sup>**  
Nord-Ouest : 100 | Sud-Ouest : 124

**64 écoles endommagées<sup>5</sup>**



Ci-contre et ci-dessus, incidents de sécurité au Nord-Ouest et Sud-Ouest depuis sept. 2017 (source : ACLED)